



ARRETE MUNICIPAL n°2023-24
Réglementation temporaire
du stationnement des véhicules
sur tous les emplacements
devant les jardins partagés route de la Fougère

Le Maire de la Commune de Grésy-sur-Aix,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2211-1 et 2, L.2212-1 et 2, L.2213-1 et 4, L.2215-1,

Vu le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

Vu le Code de la Route et notamment son article R417-10,

Vu la demande du formulée le 06 février 2023 par Monsieur Pierre ROCHAS, président de l'APEI des Papillons Blancs, domiciliée 500 route de la fougère à Grésy-sur-Aix

Considérant qu'il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement des véhicules pour assurer la sécurité et le bon déroulement de certains évènements,

ARRETE

Article 1 : Le stationnement des véhicules sera interdit sur tous les emplacements des jardins partagés, face au 527 route de la fougère :

- Le vendredi 28 avril 2023 de 09h00 à 15h00 ;

Article 2 : Une signalisation réglementaire sera mise en place par les services techniques de la commune afin de matérialiser l'interdiction.

Article 3 : Les contrevenants aux présentes dispositions seront poursuivis conformément aux lois et règlements en vigueur. Tous les véhicules en infraction à l'article 1 du présent arrêté municipal seront considérés en stationnement gênant au terme de l'article R417-10 du Code de la Route et pourront faire l'objet d'une mise en fourrière en application des articles R.325-1 et suivants du même code.

Article 4 : Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté : Le Maire de la commune de Grésy-sur-Aix, le Directeur Général des Services, le Directeur des Services Techniques, la Police Municipale,

Copie adressée à ces personnes, ainsi qu'à :

- Brigade de gendarmerie d'Aix les Bains
- L'APEI des Papillons Blancs

Fait à Grésy-sur-Aix, le 06 février 2023

Le Maire,
Florian MAITRE

Affiché/publié le : **09/02/2023**
Notifié à l'intéressé le : **09/02/2023**
Certifié exécutoire le : **09/02/2023**



En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de à la plus tardive des dates suivantes : publication/notification, réception par le représentant de l'Etat. Le Tribunal Administratif de Grenoble pourra être saisi via le dépôt d'une requête sur le site www.telerecours.fr

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,*
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.*